



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 138 – 4^{ème} trimestre 2008

Sommaire

Méthodologie	3
1. Synthèse	5
2. Les actifs financiers de la clientèle non financière	9
Les avoirs des ménages	10
Les avoirs des sociétés	12
3. L'endettement des agents économiques	14
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit	14
L'endettement des ménages	15
L'endettement des entreprises	16
L'endettement des collectivités locales	17
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux	18
4. Les engagements bancaires	19
4.1 Les engagements sectoriels	19
4.2 Les indicateurs de vulnérabilité	22
5. Rappel des taux	23
5.1 Taux réglementés	23
5.2 Principaux taux de marché	23
5.3 Taux de l'usure	23
6. Monnaie fiduciaire	24
6.1 Emission de billets euros	24
6.2 Emission de pièces euros	24

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement dispose effectivement d'un guichet sur place mais ne fournit pas de bilan ou de compte de résultat local.

La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici concernent uniquement les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se répartissent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM - Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières - monétaires).

L'épargne à long terme est constituée des portefeuilles-titres, des OPCVM non monétaires, des plans d'épargne logement, des plans d'épargne populaire et des autres actifs (assurance-vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'archipel.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées ; les entreprises correspondent aux sociétés non financières ; les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (installés localement ou non).

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant à Saint-Pierre-et-Miquelon sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden-BP, ou encore Natexis-Banque Populaire.

Les entrepreneurs individuels sont répartis entre les entreprises et les ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels (relatives à leur activité) ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Concernant les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation regroupent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service Central des Risques (SCR) et SCR douteux

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

1. Synthèse

Evolution monétaire et financière internationale

L'actualité économique et financière internationale continue d'être très largement dominée par les effets de la crise financière qui s'étendent de manière croissante à la sphère économique. Une coordination internationale de gestion de la crise a été progressivement mise en oeuvre, que ce soit au sommet des chefs d'Etat du G20 à Washington, en novembre 2008, ou lors du Conseil Ecofin, dans le courant du mois de décembre. Parallèlement, des initiatives ont été très rapidement prises au niveau national par les gouvernements, pour relancer la croissance économique et endiguer la crise qui touche l'ensemble du secteur bancaire et financier.

Les plans de relance annoncés successivement témoignent de l'ampleur de cette crise. En France, le gouvernement a mis en place un vaste plan de financement de l'économie visant à soutenir l'octroi de crédits par l'apport de liquidités aux banques (via la création de la SFEF, Société de Financement de l'Economie Française) et le renforcement des fonds propres des banques (via la SPPE, Société de Prise de Participation de l'Etat). Par ailleurs, un plan de relance de l'économie a été annoncé courant décembre 2008 pour une enveloppe globale de 26 milliards d'euros. Dans le même esprit, l'Allemagne a adopté courant janvier 2009 un plan de relance de 50 milliards d'euros, précédant celui voté par le Congrès des Etats-Unis en février, pour un montant de 787 milliards de dollars, probablement assorti d'un vaste plan de sauvetage des banques américaines.

Dans ce contexte, les banques centrales ont poursuivi la politique de détente monétaire. La FED a annoncé en décembre 2008 une baisse historique de 100 points de base de son principal taux directeur, qui se situe désormais dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %. De son côté, la BCE a diminué à cinq reprises son taux de refinancement des opérations principales depuis le mois d'octobre 2008. Il s'établit à 1,50 % depuis le 11 mars 2009.

Face à cette conjoncture économique et financière dégradée, les indices boursiers internationaux continuent d'être orientés à la baisse, tout comme le prix du pétrole et le cours de l'ensemble des matières premières. A l'inverse, le taux de change euro dollar est demeuré relativement stable sur la fin de l'année 2008 et le début de l'année 2009, dans une fourchette située entre 1,2 et 1,4.

Evolution financière et bancaire à Saint-Pierre-et-Miquelon

Actifs financiers

✓ Des actifs financiers orientés à la hausse

Au 31 décembre 2008, les actifs financiers de la clientèle sont en progression et atteignent un niveau record. Ils s'élèvent à 197,456 millions d'euros, en nette progression de 7,7 % sur le trimestre et de 2,9 % sur un an.

Par nature, ces actifs sont répartis - de manière structurellement déséquilibrée - entre les **dépôts à vue** (36,1 %), les **placements liquides ou à court terme** (56,1 %) et l'**épargne à long terme** (7,8 %). Comme au précédent trimestre, seuls les dépôts à vue (71,384 millions d'euros) progressent (26,6 %) alors que l'épargne à long terme (15,323 millions d'euros) et les placements liquides ou à court terme (110,749 millions d'euros) se contractent respectivement de 2,9 % et de 0,3 %.

Répartis par agents économiques, les **ménages** de l'archipel détiennent une part prépondérante de ces actifs avec 71,3 %, les **sociétés** en détenant 10,2 % et les **autres agents** 18,5 %.

Les dépôts à vue sont détenus à 38,3 % par les ménages, à 37,1 % par les autres agents et à 24,6 % par les sociétés. Les placements liquides ou à court terme sont détenus à 88,6 % par les ménages, à 9,1 % par les autres agents et à 2,3 % par les sociétés. Enfin, l'épargne à long terme demeure détenue entièrement par les ménages, les contrats d'assurance-vie représentant plus de 60,8 % de cet actif.

Les actifs des **sociétés** (20,071 millions d'euros) progressent de manière significative : + 50,3 % sur le trimestre. Ils sont répartis entre les *dépôts à vue* (87,5 %) et les *placements liquides ou à court terme* (12,5 %). Comme au précédent trimestre, ces deux actifs affichent des évolutions opposées : les dépôts à vue enregistrent une nette croissance de 75,6 % alors que les placements liquides sont recul de 25,1 %. Ces placements sont exclusivement constitués de placements indexés sur les taux de marché - en l'occurrence, des comptes à terme -, la part des comptes d'épargne à régime spécial étant nulle ce trimestre.

Pour leur part, les actifs des **ménages** (140,827 millions d'euros) enregistrent une progression modérée de 0,5 % sur le trimestre. Les *dépôts à vue* et les *placements liquides ou à court terme* croissent respectivement de 1,2 % et de 0,9 %. L'*épargne à long terme* se contracte de 2,9 % : les OPCVM non monétaires sont en net repli (- 13,5 %) alors que les contrats d'assurance-vie affichent une légère reprise (+ 0,6 %) et que les plans d'épargne logement progressent de 4,2 %.

Enfin, les actifs des **autres agents** (36,558 millions d'euros) enregistrent, comme au troisième trimestre, la plus forte progression de la période (+ 22,6 %), liée à la bonne tenue des *dépôts à vue* (+ 36,5 %). Les *placements liquides ou à court terme* sont en retrait de 3,3 %.

En glissement annuel, l'ensemble des actifs financiers affiche un taux de croissance de 2,9 %. Cette évolution est imputable essentiellement à la croissance des actifs des autres agents (+ 21,1 %). L'ensemble des actifs des ménages enregistre une progression modeste de 0,3 %, celui des sociétés étant en repli de 5,6 %.

Dépôts à vue et *placements liquides ou à court terme* demeurent bien orientés avec une progression respective de 8 % et de 0,7 %. L'*épargne à long terme* s'essouffle (- 2,5 %).

La progression des dépôts à vue est imputable exclusivement aux autres agents (+ 28,5 %), les sociétés et les ménages l'impactant négativement, respectivement de 1,8 % et de 1 %. La croissance des placements liquides ou à court terme est imputable à 5,1 % aux autres agents et à 1,2 % aux ménages ; les placements à court terme des sociétés sont en repli de 26 %. Enfin, le niveau de l'épargne à long terme - en recul de 2,5 % - semble se stabiliser depuis le premier trimestre 2007 : sur l'année 2008, la progression des plans d'épargne logement (+ 4 %) et des contrats d'assurance-vie (+ 14,1 %) ne compense pas le net recul des OPCVM non monétaires (- 29,9 %).

Passifs financiers

✓ Des concours bancaires orientés à la baisse

Au 31 décembre 2008, le montant des **concours bruts** octroyés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) s'élève à 146,896 millions d'euros, soit un recul de 2,5 % sur le trimestre et de 2,4 % sur un an.

Près de 117,500 millions d'euros, soit 80 % de l'encours global brut, sont consentis par des établissements de crédit locaux.

Le montant global des **crédits sains** s'élève à 130,314 millions d'euros, en repli de 3,1 % sur le trimestre et de 2 % sur un an : près de 78 % de cet encours, soit 101,601 millions d'euros, sont consentis par des établissements de crédit locaux.

L'encours global sain est réparti entre les ménages (60 %), les entreprises (24,5 %), les Collectivités locales (15 %) et les autres agents (0,5 %).

L'encours global des **créances douteuses brutes** (16,582 millions d'euros) progresse de 2,5 % sur le trimestre.

Le **taux global de créances douteuses** s'établit à 11,3 %, en hausse de 0,6 point par rapport au précédent trimestre. Ce ratio se situe à 13,5 % (+ 0,5 point) pour les seuls établissements de crédit locaux, étant entendu que plus de 95,9 % des créances douteuses brutes émanent des établissements de crédit locaux.

Sous l'effet d'un **taux de provisionnement** en net repli sur le trimestre, de 5,9 points (à 59 %) pour l'ensemble des établissements de crédit et de 5,6 points (à 61,5 %) pour les seuls établissements de crédit locaux, les créances douteuses nettes progressent de manière significative (respectivement de + 19,9 % et + 19,1 %).

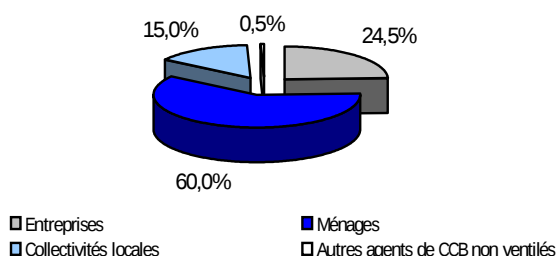
L'encours global sain des **entreprises** s'établit à 31,901 millions d'euros - octroyés à 89,9 % par des établissements de crédit locaux -, en retrait de 9,7 % sur le trimestre. Les *crédits d'exploitation* (16,135 millions d'euros) - en recul de 13,9 % - représentent 50,6 % de cet encours. Les *crédits d'investissement* (15,412 millions d'euros) - en retrait de 5,1 % - en représentent 48,3 %. Enfin, les *créances douteuses nettes* sur les entreprises (5,664 millions d'euros) font un bond de 46,4 %.

L'encours global sain des **ménages** (78,165 millions d'euros) - dont 88 % octroyés par des établissements de crédit locaux - atteint un nouveau record. Il s'inscrit en progression de 0,9 % sur le trimestre : les *crédits à la consommation* (16,7 % de l'encours) et les *crédits à l'habitat* (82,5 % de l'encours) augmentent respectivement de 0,8 % et de 1 % ; les *autres crédits* (0,8 % de l'encours) sont en repli de 9,7 %. Dans le même temps, les *créances douteuses nettes* sur les ménages (1,130 millions d'euros) reculent de 37,2 %.

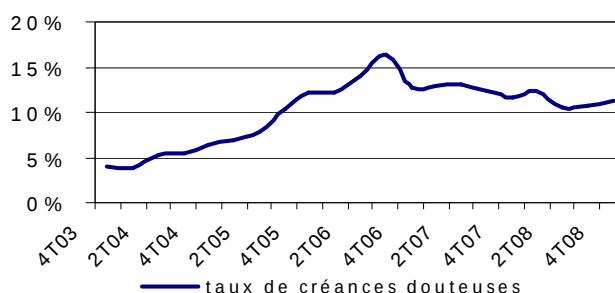
L'encours global sain des **collectivités locales** (19,561 millions d'euros) - dont 18 % octroyés par des établissements de crédit locaux - diminue de 6,8 %, après une croissance de 10,6 % au troisième trimestre : les *crédits d'exploitation* (3,1 % de l'encours), les *crédits à l'équipement* (82,6 % de l'encours) et les *autres crédits* (14,3 % de l'encours) décroissent respectivement de 8,9 %, de 6,8 % et de 6,4 %.

Enfin, l'encours global sain des **autres agents** s'établit à 0,687 million d'euros - dont 89,5 % octroyés par des établissements de crédit locaux -. Il s'améliore de 2,5 % sur le trimestre.

Répartition de l'encours sain par agents économiques au 31 décembre 2008



Evolution des créances douteuses brutes



En glissement annuel, l'encours global brut des passifs financiers se contracte de 2,4 %.

Le montant global des créances douteuses brutes (16,582 millions d'euros) diminue de 5,8 % sur un an. Le taux de créances douteuses brutes s'établit à 11,3 %, en baisse de 0,4 point par rapport au 31 décembre 2007.

L'encours de crédit des *entreprises* est nettement orienté à la baisse (- 9,4 %) : les crédits d'exploitation, les crédits d'investissement et les autres crédits décroissent respectivement de 15,8 %, de 1,5 % et de 15,1 %. Les créances douteuses nettes des entreprises affichent une progression de 5,7 %.

L'encours des *ménages* enregistre une croissance de 5,3 %. La consommation et l'investissement des ménages demeurent bien orientés : les crédits à la consommation et les crédits à l'habitat progressent respectivement de 15,8 % et de 4 %, les autres crédits enregistrant un net repli (- 35,9 %). Pour leur part, les créances douteuses nettes des ménages croissent de 8,4 %.

L'encours des *collectivités locales* se replie de 14,8 % : en un an, les crédits d'exploitation, les crédits à l'équipement et les autres crédits fléchissent respectivement de 74,7 %, de 7 % et de 12 %. Les collectivités locales continuent de se financer majoritairement (et de plus en plus) à l'extérieur de l'archipel : la part des crédits contractés par les collectivités locales auprès des établissements de crédit métropolitains s'établit à 82 % à fin décembre 2008, contre 72,9 % à fin décembre 2007 et 65 % à fin décembre 2006.

Les risques recensés au Service Central des Risques

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France est chargé de centraliser mensuellement les concours accordés par les établissements de crédit et les entreprises d'investissement dès lors qu'ils atteignent, par bénéficiaire déclarable, par guichet et par nature de déclaration, le seuil fixé par instruction de la Banque de France.

Au 31 décembre 2008, l'encours des crédits aux entreprises et aux administrations recensé par le Service Central des Risques de la Banque de France s'élevait à 78,015 millions d'euros, en repli de 1,4 % sur un trimestre et de 4,2 % sur un an.

Le secteur « Administrations et Collectivités locales » concentre 21,2 % de l'encours total (16,508 millions d'euros). La part de ce secteur est traditionnellement la plus importante. Elle est suivie des secteurs « Construction » (19,4 %) et « Commerce » (16,9 %). Ces trois secteurs représentent plus de 57,5 % de l'encours total déclaré, soit 44,869 millions d'euros.

Les secteurs « Immobiliers, locations et services aux entreprises » et « Transport et communication » en représentent respectivement 13,5 % et 13 %.

Enfin, la part des risques sur les secteurs « primaire » (1,9 %), « Hôtels et restaurants » (2,8 %), « Industrie et énergie » (3,5 %), et « Autres secteurs d'activités » (7,8 %) demeure relativement faible. Elle représente 12,460 millions d'euros, soit 16 % des risques globaux.

Les concours déclarés au SCR sont répartis en quatre rubriques principales : crédits à court terme, crédits à moyen et long terme, crédit-bail et location avec option d'achat, et engagements hors-bilan.

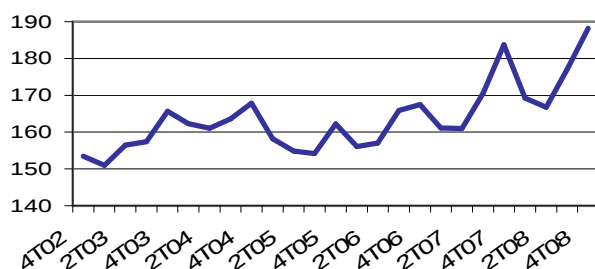
Au 31 décembre 2008, les crédits à moyen et long terme demeurent prépondérants (52,6 % de l'ensemble), les crédits à court terme en représentent 20,9 % et les engagements hors-bilan 26,5 %. Pour le quatrième trimestre consécutif, les engagements hors bilan (20,655 millions d'euros) sont supérieurs aux crédits à court terme.

2. Les actifs financiers de la clientèle non financière

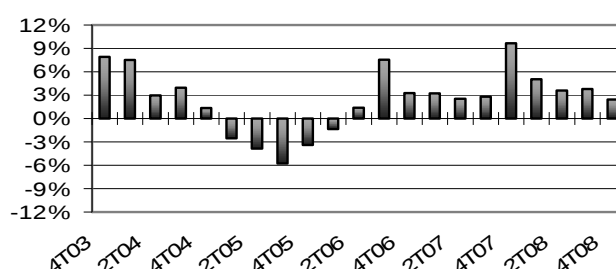
Actifs par agent	Montants en millions d'EUR									Variations	
	déc.-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	1 an	1 trim
Sociétés	15,355	12,509	10,153	11,886	21,267	14,531	13,103	13,353	20,071	-5,6%	50,3%
Dépôts à vue	11,991	8,575	7,631	7,788	17,873	9,290	8,571	9,999	17,560	-1,8%	75,6%
Placements liquides ou à court terme	3,364	3,934	2,522	4,098	3,394	5,241	4,532	3,354	2,511	-26,0%	-25,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,037	0,007	0,007	0,007	0,007	0,007	0,007	0,007	0,000	-100,0%	-100,0%
Placements indexés sur les taux du marché	3,327	3,927	2,515	4,091	3,387	5,234	4,525	3,347	2,511	-25,9%	-25,0%
dont comptes à terme	3,327	3,927	2,515	4,091	3,387	5,234	4,525	3,347	2,511	-25,9%	-25,0%
dont OPCVM monétaires											
dont certificats de dépôts											
Epargne à long terme					0,000						
dont OPCVM non monétaires											
Ménages	131,481	133,916	137,197	137,285	140,384	138,492	138,949	140,082	140,827	0,3%	0,5%
Dépôts à vue	26,304	25,721	27,438	26,095	27,617	25,811	26,419	27,022	27,342	-1,0%	1,2%
Placements liquides ou à court terme	91,673	93,211	94,389	95,799	97,044	95,968	96,152	97,298	98,162	1,2%	0,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	33,800	33,621	32,822	32,407	33,443	33,264	32,958	33,288	35,600	6,4%	6,9%
Livrets ordinaires	28,385	28,134	27,301	26,993	27,675	27,331	26,958	27,089	29,046	5,0%	7,2%
Livrets A et bleu	4,939	5,014	5,053	4,934	5,281	5,390	5,435	5,588	5,933	12,3%	6,2%
Livrets jeunes	0,425	0,426	0,421	0,439	0,446	0,497	0,503	0,548	0,576	29,1%	5,1%
Livrets d'épargne populaire					0,000						
CODEVI	0,005				0,000						
Comptes d'épargne logement	0,046	0,047	0,047	0,041	0,041	0,046	0,062	0,063	0,045	9,8%	-28,6%
Placements indexés sur les taux du marché	57,873	59,590	61,567	63,392	63,601	62,704	63,194	64,010	62,562	-1,6%	-2,3%
dont comptes à terme	54,815	56,604	58,945	60,874	61,362	60,583	61,196	62,020	60,599	-1,2%	-2,3%
dont bons de caisse	3,058	2,986	2,622	2,518	2,239	2,121	1,998	1,990	1,963	-12,3%	-1,4%
dont OPCVM monétaires											
Epargne à long terme	13,504	14,984	15,370	15,391	15,723	16,713	16,378	15,782	15,323	-2,5%	-2,9%
Plans d'épargne logement	2,218	2,287	2,256	2,160	2,080	2,039	2,073	2,077	2,164	4,0%	4,2%
Plans d'épargne populaire					0,000						
Autres comptes d'épargne					0,000						
Portefeuille-titres											
OPCVM non monétaires	4,159	4,930	5,270	5,126	5,479	5,591	4,918	4,441	3,840	-29,9%	-13,5%
Contrats d'assurance-vie	7,127	7,767	7,844	8,105	8,164	9,083	9,387	9,264	9,319	14,1%	0,6%
Autres agents	27,771	22,446	21,491	29,468	30,190	25,272	24,120	29,829	36,558	21,1%	22,6%
Dépôts à vue	18,835	13,241	11,920	19,662	20,603	16,646	13,556	19,404	26,482	28,5%	36,5%
Placements liquides ou à court terme	8,936	9,205	9,571	9,806	9,587	8,626	10,564	10,425	10,076	5,1%	-3,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	3,622	3,523	3,832	3,576	3,561	3,408	3,839	3,642	4,126	15,9%	13,3%
Placements indexés sur les taux du marché	5,314	5,682	5,739	6,230	6,026	5,218	6,725	6,783	5,950	-1,3%	-12,3%
dont comptes à terme	5,224	5,682	5,739	6,230	6,026	5,218	6,725	6,783	5,950	-1,3%	-12,3%
Epargne à long terme	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
TOTAL	174,607	168,871	168,841	178,639	191,841	178,295	176,172	183,264	197,456	2,9%	7,7%
Dépôts à vue	57,130	47,537	46,989	53,545	66,093	51,747	48,546	56,405	71,384	8,0%	26,6%
Placements liquides ou à court terme	103,973	106,350	106,462	109,703	110,025	109,835	111,248	111,077	110,749	0,7%	-0,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	37,459	37,151	36,661	35,990	37,011	36,679	36,804	36,937	39,726	7,3%	7,6%
Placements indexés sur les taux du marché	66,514	69,199	69,821	73,713	73,014	73,156	74,444	74,140	71,023	-2,7%	-4,2%
Epargne à long terme	13,504	14,984	15,370	15,391	15,723	16,713	16,378	15,782	15,323	-2,5%	-2,9%

Total des actifs financiers (hors assurance-vie)

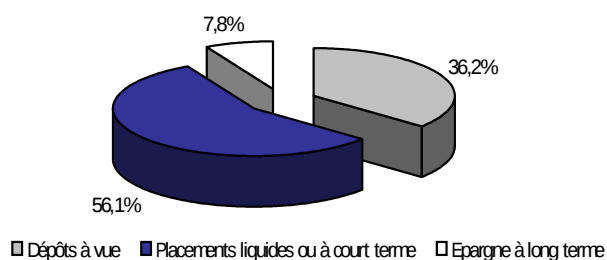
En millions d'euros



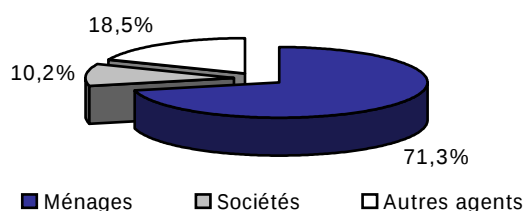
Variation en glissement annuel



Répartition des actifs financiers par nature au 31 décembre 2008



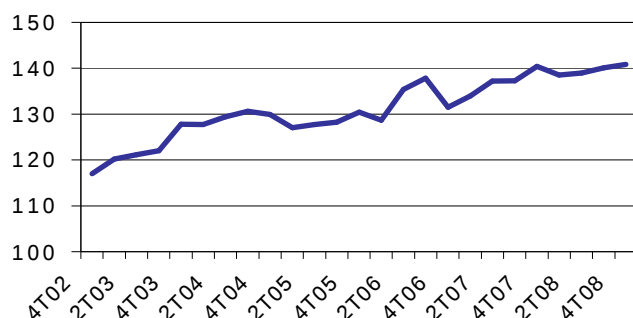
Répartition des actifs financiers par agents économiques au 31 décembre 2008



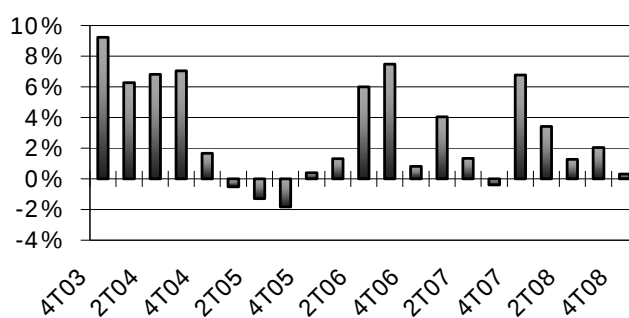
Les avoirs des ménages

Total des actifs financiers

En millions d'euros

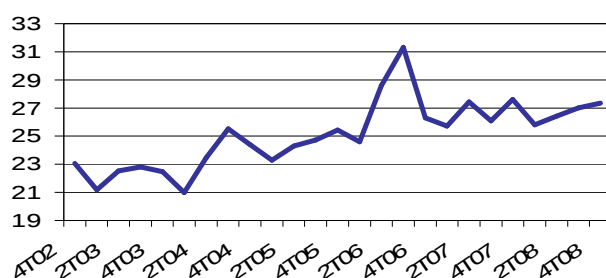


Variation en glissement annuel

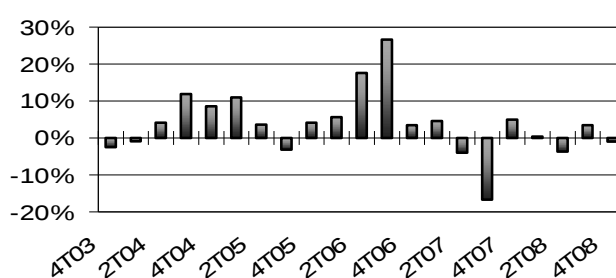


Dépôts à vue

En millions d'euros

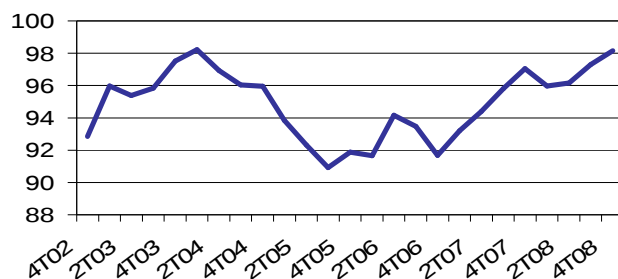


Variation en glissement annuel

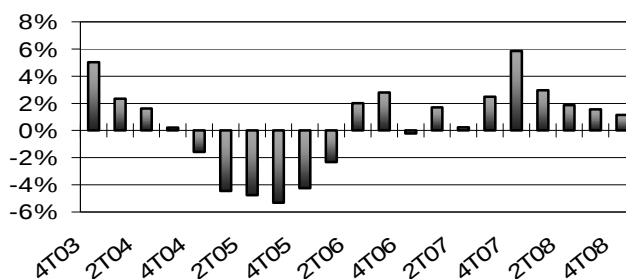


Placements liquides ou à court terme

En millions d'euros

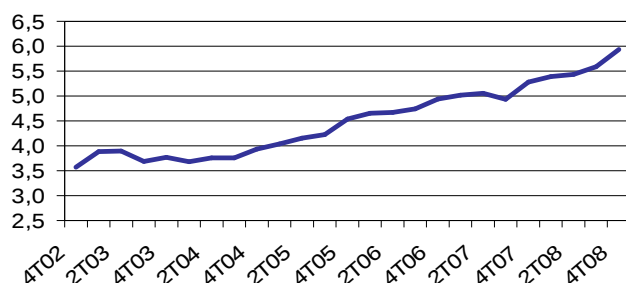


Variation en glissement annuel

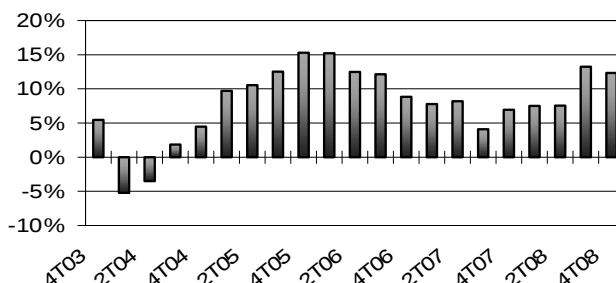


Livrets A et bleu

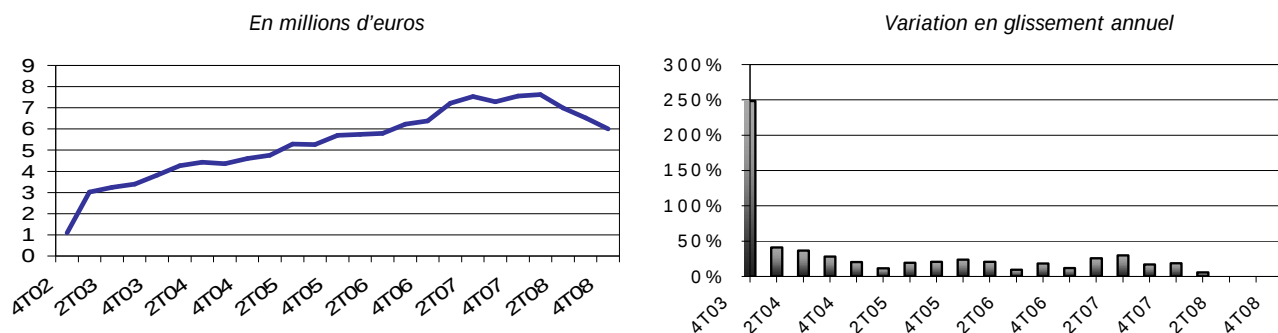
En millions d'euros



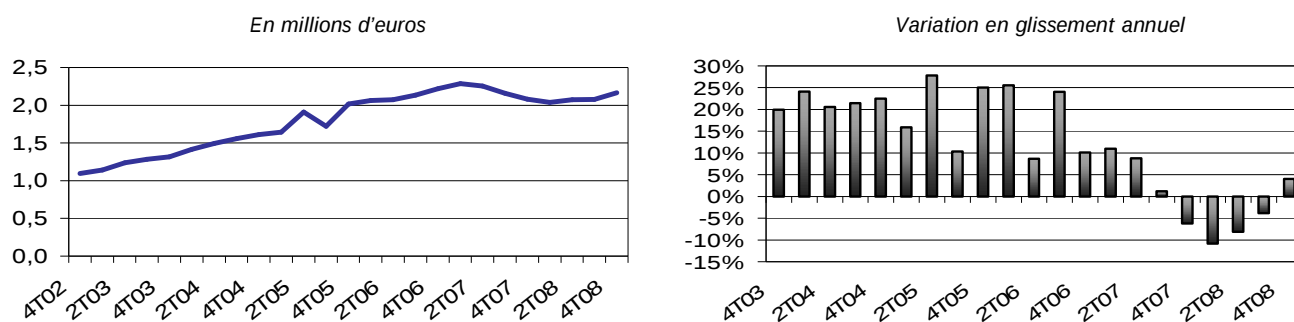
Variation en glissement annuel



Epargne à long terme (hors assurance-vie)



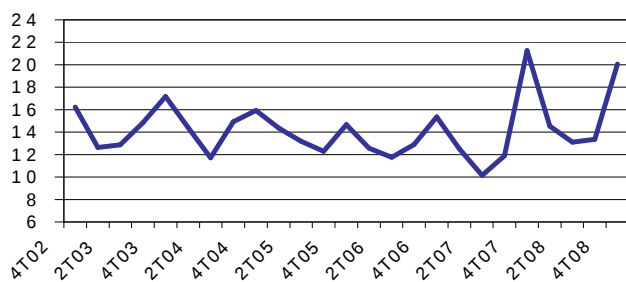
Plans d'épargne logement



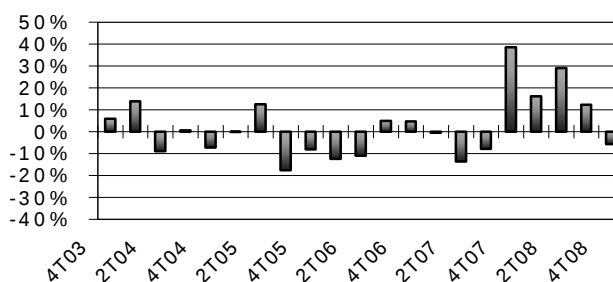
Les avoirs des sociétés

Total des actifs financiers

En millions d'euros

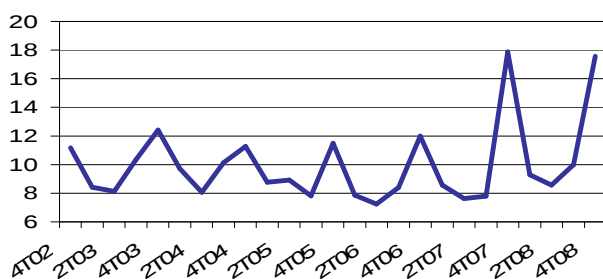


Variation en glissement annuel

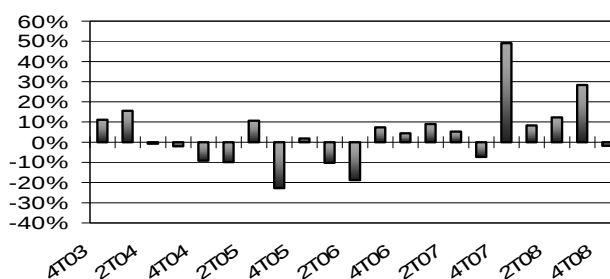


Dépôts à vue

En millions d'euros

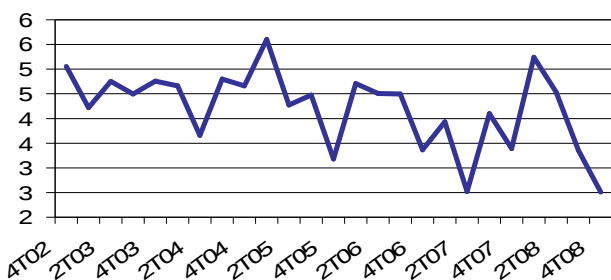


Variation en glissement annuel

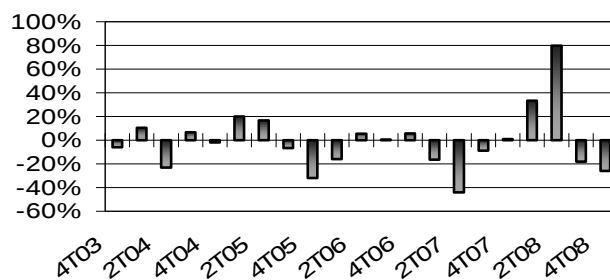


Placements liquides ou à court terme

En millions d'euros



Variation en glissement annuel



Actifs par nature	Montants en millions d'EUR								Variations		
	déc.-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	1 trim	1 an
Dépôts à vue	57,130	47,537	46,989	53,545	66,093	51,747	48,546	56,405	71,384	26,6%	8,0%
Placements liquides ou à court terme	103,973	106,350	106,482	109,703	110,025	109,835	111,248	111,077	110,749	-0,3%	0,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	37,459	37,151	36,661	35,990	37,011	36,679	36,804	36,937	39,726	7,6%	7,3%
Livrets ordinaires	28,864	28,519	27,901	27,449	28,146	27,331	26,958	27,089	29,046	7,2%	3,2%
Livrets A et bleu	5,056	5,101	5,125	5,000	5,346	5,390	5,435	5,588	5,933	6,2%	11,0%
Livrets jeunes	0,425	0,426	0,421	0,439	0,446	0,497	0,503	0,548	0,576	5,1%	29,1%
Livrets d'épargne populaire					0,000						
CODEVI	0,005				0,000						
Comptes d'épargne logement	0,046	0,047	0,047	0,041	0,041	0,046	0,062	0,063	0,045	-28,6%	9,8%
Placements indexés sur les taux du marché	66,514	69,199	69,821	73,713	73,014	73,156	74,444	74,140	71,023	-4,2%	-2,7%
Dépôts à terme	63,366	66,213	67,199	71,195	70,775	71,035	72,446	72,150	69,060	-4,3%	-2,4%
Bons de caisse	3,148	2,986	2,622	2,518	2,239	2,121	1,998	1,990	1,963	-1,4%	-12,3%
Titres de créances négociables											
OPCVM monétaires											
Epargne à long terme	13,504	14,984	15,370	15,391	15,723	16,713	16,378	15,782	15,323	-2,9%	-2,5%
Plans d'épargne logement	2,218	2,287	2,256	2,160	2,080	2,039	2,073	2,077	2,164	4,2%	4,0%
Plans d'épargne populaire					0,000						
Autres comptes d'épargne					0,000						
Actions											
Obligations											
OPCVM non monétaires	4,159	4,930	5,270	5,126	5,479	5,591	4,918	4,441	3,840	-13,5%	-29,9%
Contrats d'assurance-vie	7,127	7,767	7,844	8,105	8,164	9,083	9,387	9,264	9,319	0,6%	14,1%
TOTAL	174,607	168,871	168,841	178,639	191,841	178,295	176,172	183,264	197,456	7,7%	2,9%

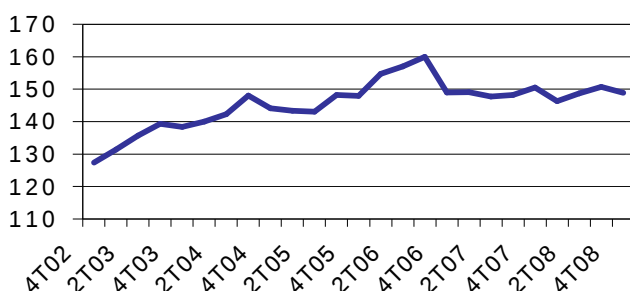
3. L'endettement des agents économiques

3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

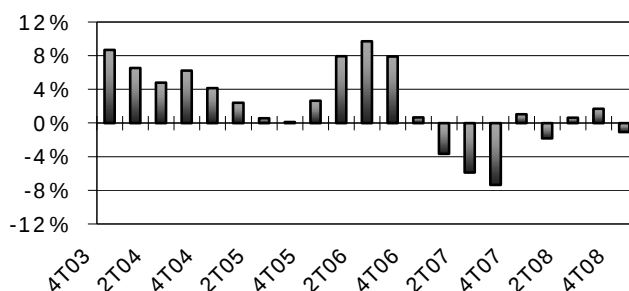
	Montants en millions d'EUR									Variations	
	déc.-06	mars-07	juin-07	sept-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc.-08	1 an	1 trim
Entreprises	30,273	31,910	32,519	32,747	35,216	32,130	36,217	35,343	31,901	-9,4%	-9,7%
Crédits d'exploitation	15,270	17,273	16,842	17,679	19,159	15,786	19,788	18,736	16,135	-15,8%	-13,9%
Créances commerciales	1,889	0,766	0,762	2,335	4,364	0,359	2,470	3,059	3,271	-25,0%	6,9%
Crédits de trésorerie	6,684	6,133	9,483	9,663	9,699	9,495	10,152	9,635	9,371	-3,4%	-2,7%
dont entrepreneurs individuels	1,841	1,275	2,629	0,922	0,713	0,635	0,657	0,534	0,511	-28,3%	-4,3%
Comptes ordinaires débiteurs	6,697	10,374	6,597	5,681	5,096	5,932	7,166	6,042	3,493	-31,5%	-42,2%
Affacturage	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits d'investissement	14,510	14,159	15,215	14,636	15,640	15,942	16,043	16,237	15,412	-1,5%	-5,1%
Crédits à l'équipement	14,510	14,159	15,215	14,636	15,640	15,942	16,043	16,237	15,412	-1,5%	-5,1%
dont entrepreneurs individuels	2,084	2,071	2,348	1,576	1,805	1,625	1,815	0,865	1,642	-9,0%	89,8%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Autres crédits	0,493	0,478	0,462	0,432	0,417	0,402	0,386	0,370	0,354	-15,1%	-4,3%
Ménages	69,546	69,459	71,232	72,445	74,261	74,028	76,758	77,503	78,165	5,3%	0,9%
Crédits à la consommation	9,164	8,993	10,818	10,693	11,241	11,352	12,276	12,921	13,021	15,8%	0,8%
Crédits de trésorerie	8,432	8,281	10,084	10,067	10,687	10,771	11,659	12,389	12,532	17,3%	1,2%
Comptes ordinaires débiteurs	0,661	0,642	0,665	0,558	0,487	0,516	0,553	0,469	0,427	-12,3%	-9,0%
Crédit-bail	0,071	0,070	0,069	0,068	0,067	0,065	0,064	0,063	0,062	-7,5%	-1,6%
Crédits à l'habitat	57,961	58,269	58,922	60,508	61,978	61,808	63,719	63,842	64,476	4,0%	1,0%
Autres crédits	2,421	2,197	1,492	1,244	1,042	0,868	0,763	0,740	0,668	-35,9%	-9,7%
Collectivités locales	28,755	27,520	23,465	23,814	22,960	21,446	18,994	20,998	19,561	-14,8%	-6,8%
Crédits d'exploitation	4,728	4,086	1,640	2,849	2,419	1,525	0,206	0,672	0,612	-74,7%	-8,9%
Crédits de trésorerie	2,048	1,806	0,014	1,541	1,411	0,720	0,006	0,620	0,612	-56,6%	-1,3%
Comptes ordinaires débiteurs	2,680	2,280	1,626	1,308	1,008	0,805	0,200	0,052	0,000		
Crédits d'investissement	20,274	19,681	18,263	17,591	17,358	16,738	15,795	17,333	16,147	-7,0%	-6,8%
Crédits à l'équipement	20,274	19,681	18,263	17,591	17,358	16,738	15,795	17,333	16,147	-7,0%	-6,8%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Autres crédits	3,753	3,753	3,562	3,374	3,183	3,183	2,993	2,993	2,802	-12,0%	-6,4%
Autres agents de CCB non ventilés	1,217	0,925	1,277	0,848	0,493	0,763	1,170	0,670	0,687	39,4%	2,5%
Total encours sain	129,791	129,814	128,493	129,854	132,930	128,367	133,139	134,514	130,314	-2,0%	-3,1%
Créances douteuses brutes	19,183	19,249	19,211	18,326	17,598	18,036	15,562	16,170	16,582	-5,8%	2,5%
Créances douteuses nettes	8,658	8,057	7,969	7,374	6,429	6,641	5,318	5,668	6,795	5,7%	19,9%
dont entreprises	7,497	6,881	6,850	6,448	5,384	5,414	3,237	3,870	5,664	5,2%	46,4%
dont ménages	1,157	1,173	1,116	0,921	1,042	1,227	2,019	1,798	1,130	8,4%	-37,2%
Provisions	10,525	11,192	11,242	10,952	11,169	11,395	10,244	10,502	9,787	-12,4%	-6,8%
Total encours brut	148,974	149,063	147,785	148,180	150,529	146,403	148,701	150,684	146,896	-2,4%	-2,5%
Taux de créances douteuses	12,9%	12,9%	13,0%	12,4%	11,7%	12,3%	10,5%	10,7%	11,3%	-0,4	0,6
Taux de provisionnement	54,9%	58,1%	58,5%	59,8%	63,5%	63,2%	65,8%	64,9%	59,0%	-4,5	-5,9

Encours de crédits bruts

En millions d'euros

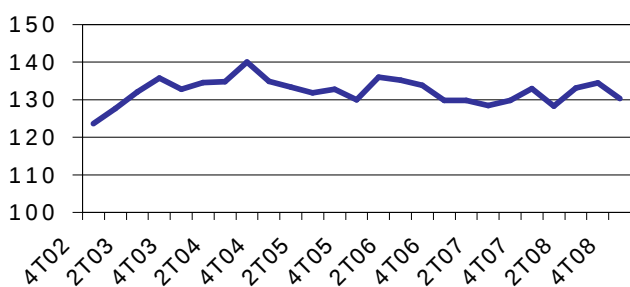


Variation en glissement annuel

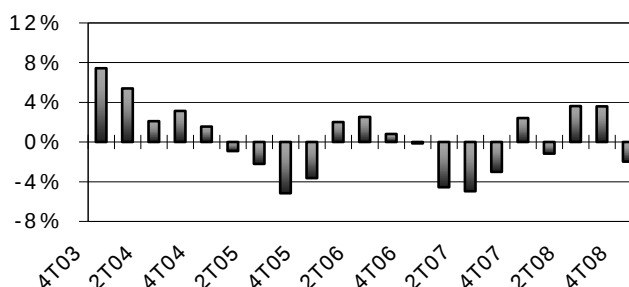


Encours de crédits sains

En millions d'euros

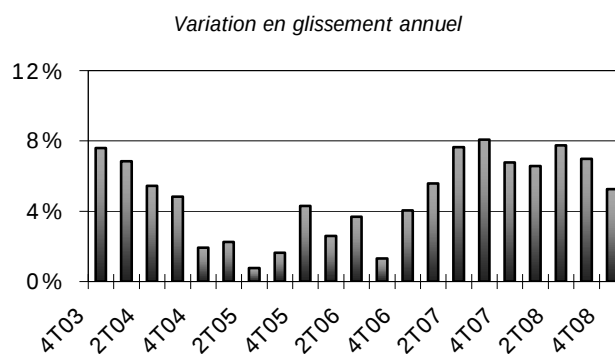
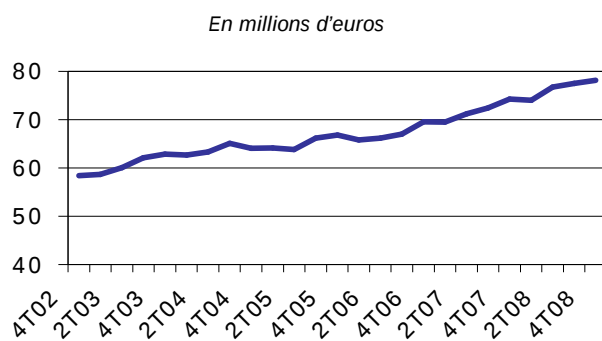


Variation en glissement annuel

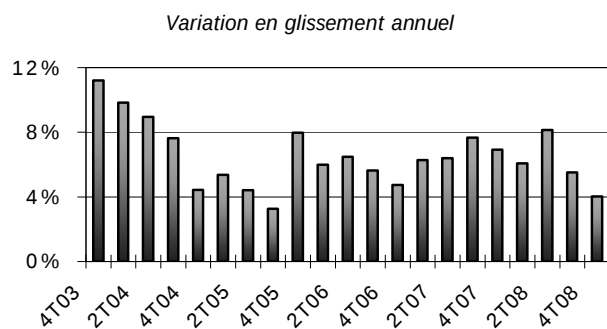
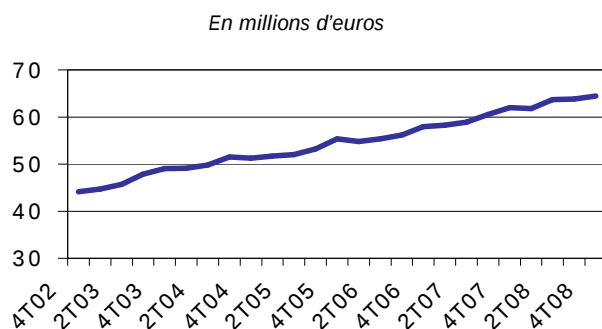


L'endettement des ménages

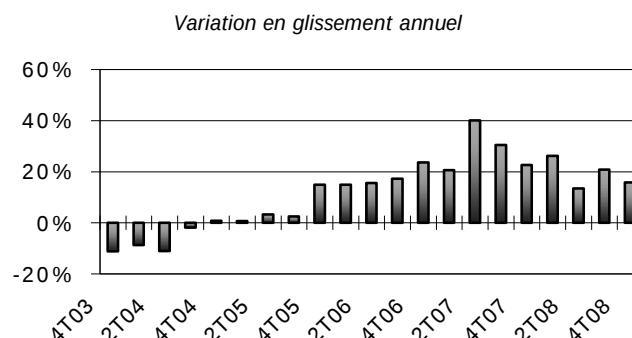
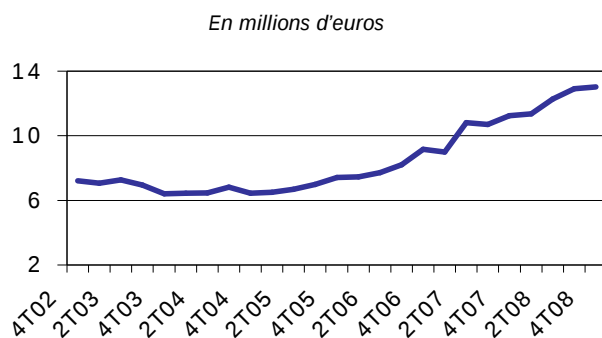
Crédits sains



Crédits à l'habitat

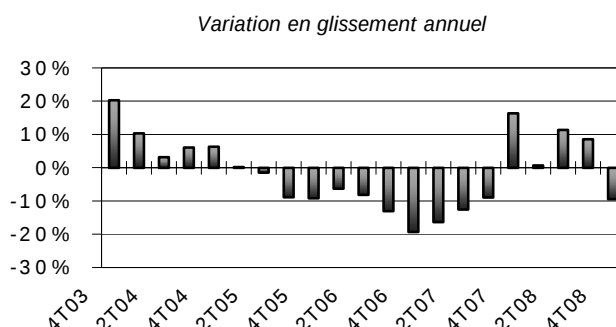
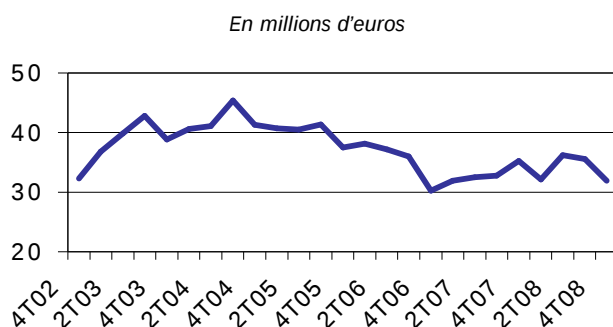


Crédits à la consommation

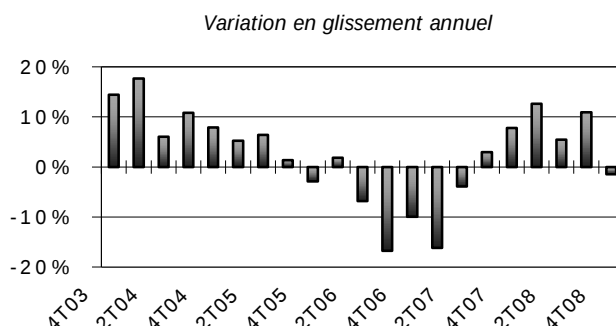
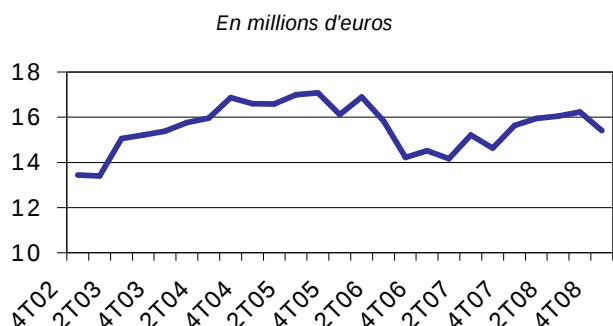


L'endettement des entreprises

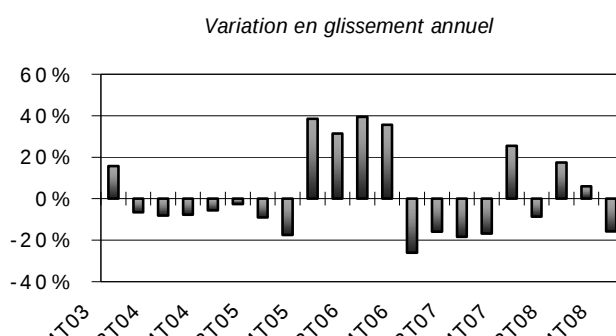
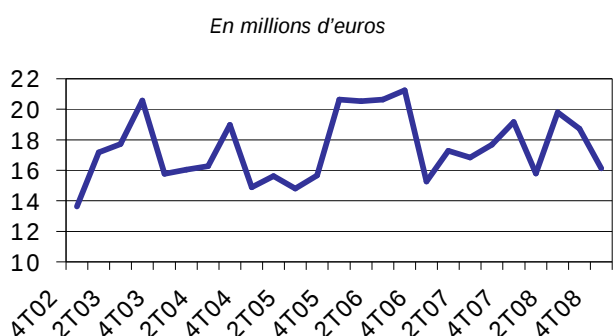
Encours de crédits sains



Crédits d'investissement



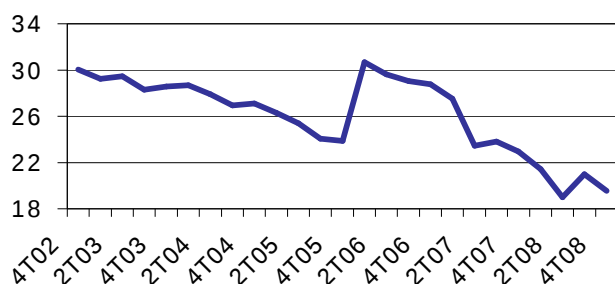
Crédits d'exploitation



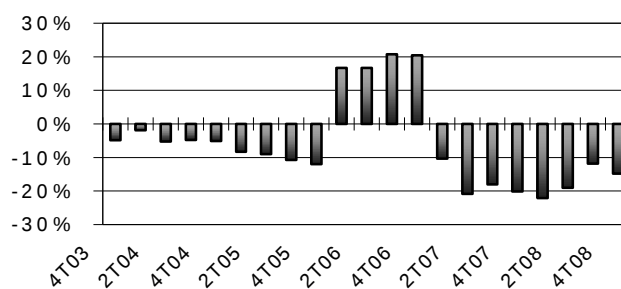
L'endettement des Collectivités locales

Encours de crédits sains

En millions d'euros

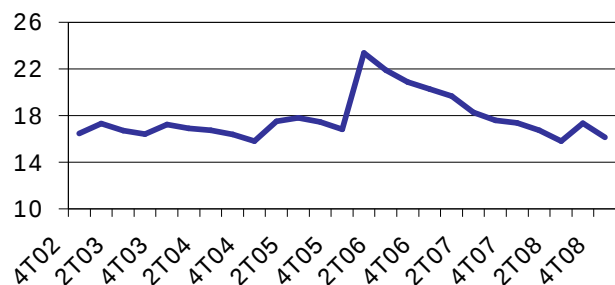


Variation en glissement annuel

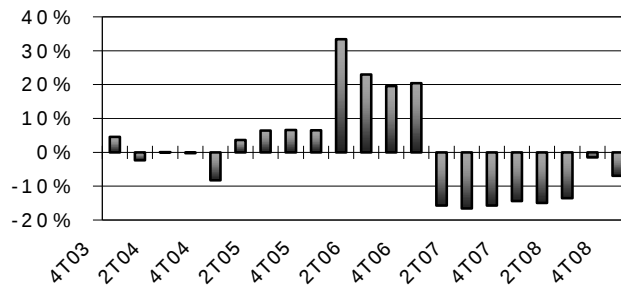


Crédits d'investissement

En millions d'euros



Variation en glissement annuel

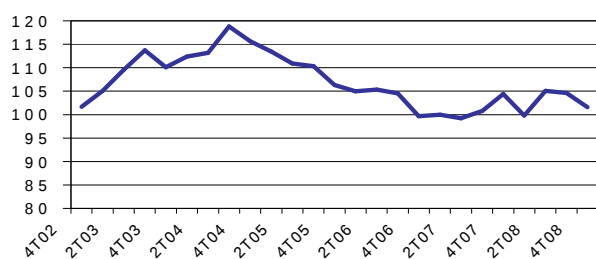


3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

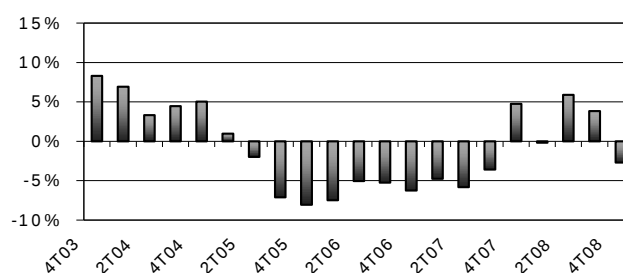
	Montants en millions d'EUR									Variations	
	déc.-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	1 an	1 trim
Entreprises	26,144	27,916	28,690	28,960	31,852	28,781	33,030	31,994	28,674	-10,0%	-10,4%
Crédits d'exploitation	15,264	17,265	16,842	17,679	19,159	15,786	19,788	18,736	16,135	-15,8%	-13,9%
Créances commerciales	1,889	0,766	0,762	2,335	4,364	0,359	2,470	3,059	3,271	-25,0%	6,9%
Crédits de trésorerie	6,678	6,125	9,483	9,663	9,699	9,495	10,152	9,635	9,371	-3,4%	-2,7%
dont entrepreneurs individuels	1,835	1,267	2,629	0,922	0,713	0,635	0,657	0,534	0,511	-28,3%	-4,3%
Comptes ordinaires débiteurs	6,697	10,374	6,597	5,681	5,096	5,932	7,166	6,042	3,493	-31,5%	-42,2%
Affacturage											
Crédits d'investissement	10,387	10,173	11,386	10,849	12,276	12,593	12,856	12,888	12,185	-0,7%	-5,5%
Crédits à l'équipement	10,387	10,173	11,386	10,849	12,276	12,593	12,856	12,888	12,185	-0,7%	-5,5%
dont entrepreneurs individuels	1,984	1,977	2,295	1,525	1,756	1,578	1,770	0,780	1,557	-11,3%	99,6%
Crédit-bail					0,000						
Crédits à l'habitat					0,000						
Autres crédits	0,493	0,478	0,462	0,432	0,417	0,402	0,386	0,370	0,354	-15,1%	-4,3%
Ménages	62,255	61,969	63,510	64,483	65,924	65,424	67,595	68,346	68,791	4,3%	0,7%
Crédits à la consommation	7,237	7,006	8,665	8,358	8,656	8,695	9,355	9,903	9,869	14,0%	-0,3%
Crédits de trésorerie	6,514	6,301	7,931	7,732	8,102	8,114	8,738	9,371	9,380	15,8%	0,1%
Comptes ordinaires débiteurs	0,652	0,635	0,665	0,558	0,487	0,516	0,553	0,469	0,427	-12,3%	-9,0%
Crédit-bail	0,071	0,070	0,069	0,068	0,067	0,065	0,064	0,063	0,062	-7,5%	-1,6%
Crédits à l'habitat	52,597	52,766	53,353	54,881	56,226	55,861	57,477	57,703	58,254	3,6%	1,0%
Autres crédits	2,421	2,197	1,492	1,244	1,042	0,868	0,763	0,740	0,668	-35,9%	-9,7%
Collectivités locales	10,068	9,182	5,837	6,673	6,225	5,074	3,352	3,799	3,521	-43,4%	-7,3%
Crédits d'exploitation	4,714	4,072	1,626	2,842	2,413	1,519	0,200	0,666	0,608	-74,8%	-8,7%
Crédits de trésorerie	2,034	1,792		1,534	1,405	0,714		0,614	0,608	-56,7%	-1,0%
Comptes ordinaires débiteurs	2,680	2,280	1,626	1,308	1,008	0,805	0,200	0,052	0,000	-100,0%	-100,0%
Crédits d'investissement	5,166	4,922	4,023	3,831	3,812	3,555	3,152	3,133	2,913	-23,6%	-7,0%
Crédits à l'équipement	5,166	4,922	4,023	3,831	3,812	3,555	3,152	3,133	2,913	-23,6%	-7,0%
Crédit-bail					0,000						
Crédits à l'habitat					0,000						
Autres crédits	0,188	0,188	0,188								
Autres agents et CCB non ventilés	1,217	0,925	1,177	0,659	0,412	0,602	1,081	0,487	0,615	49,3%	26,3%
Total encours sain	99,684	99,992	99,214	100,775	104,413	99,881	105,058	104,626	101,601	-2,7%	-2,9%
Créances douteuses brutes	18,677	18,468	18,702	17,926	17,113	17,518	14,978	15,624	15,899	-7,1%	1,8%
Créances douteuses nettes	8,168	7,292	7,460	6,974	5,969	6,148	4,751	5,138	6,117	2,5%	19,1%
dont entreprises	7,190	6,574	6,538	6,249	5,162	5,210	3,025	3,656	5,444	5,5%	48,9%
dont ménages	0,974	0,715	0,919	0,720	0,804	0,938	1,664	1,482	0,672	-16,4%	-54,7%
Provisions	10,509	11,176	11,242	10,952	11,144	11,370	10,227	10,486	9,782	-12,2%	-6,7%
Total encours brut	118,361	118,460	117,997	118,701	121,527	117,399	120,036	120,250	117,500	-3,3%	-2,3%
Taux de créances douteuses	15,8%	15,6%	15,9%	15,1%	14,1%	14,9%	12,5%	13,0%	13,5%	-0,6	0,5
Taux de provisionnement	56,3%	60,5%	60,1%	61,1%	65,1%	64,9%	68,3%	67,1%	61,5%	-3,6	-5,6

Encours total de crédits sains

En millions d'euros

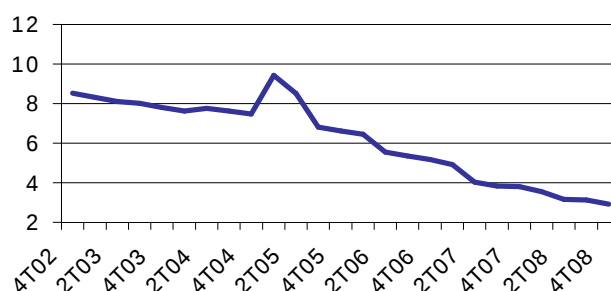


Variation en glissement annuel

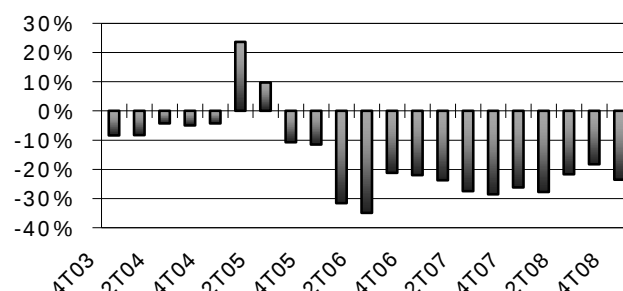


Encours des crédits à l'équipement des Collectivités locales

En millions d'euros



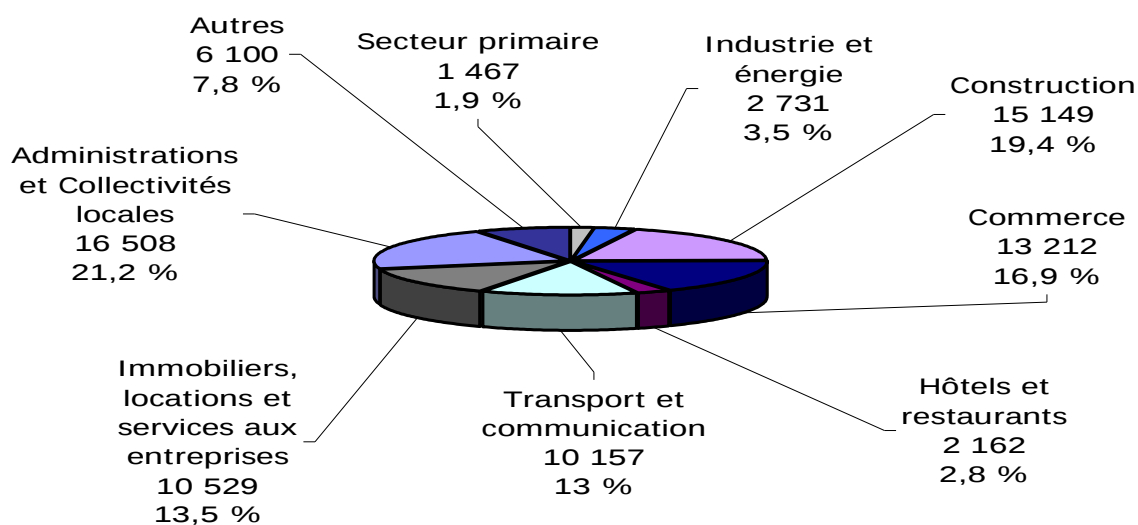
Variation en glissement annuel



4. Les engagements bancaires

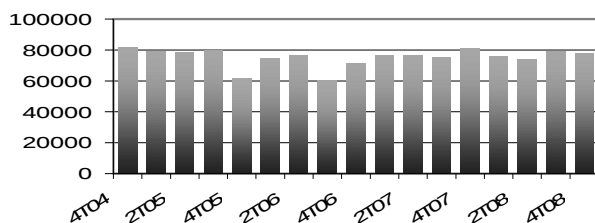
4.1 Les engagements sectoriels

Répartition des risques par secteur au 31 décembre 2008 (milliers d'euros et %)

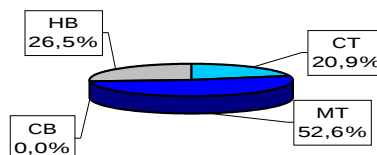


Evolution globale des risques déclarés au SCR

En milliers d'euros

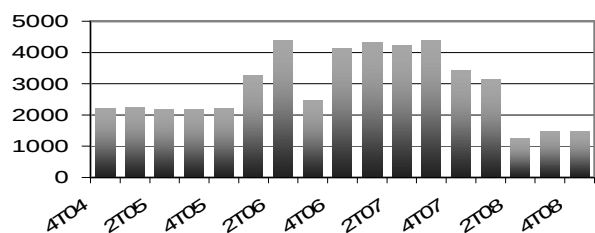


Structure (en %)

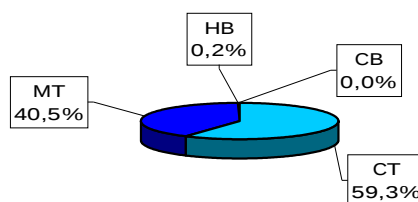


Secteur primaire

En milliers d'euros

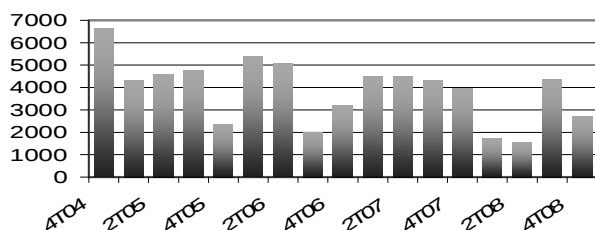


Structure (en %)

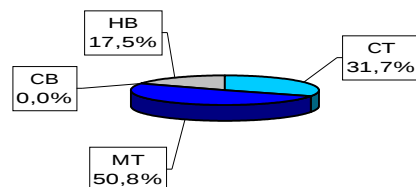


Industrie et énergie

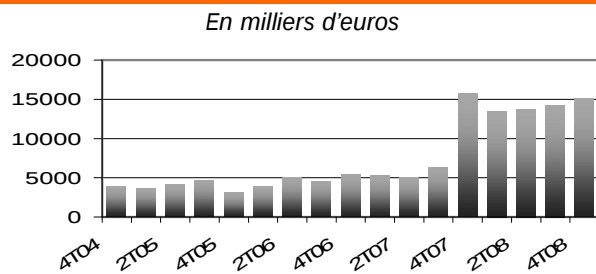
En milliers d'euros



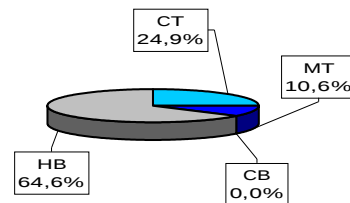
Structure (en %)



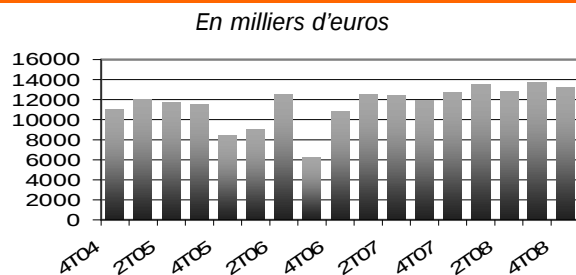
Construction



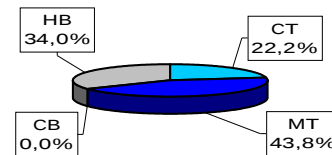
Structure (en %)



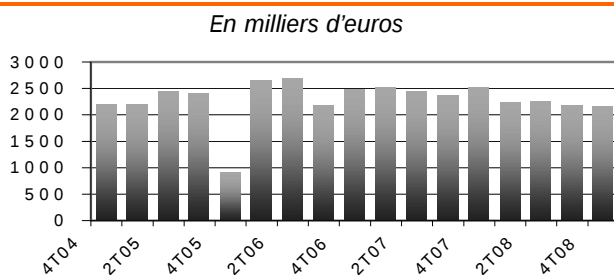
Commerce



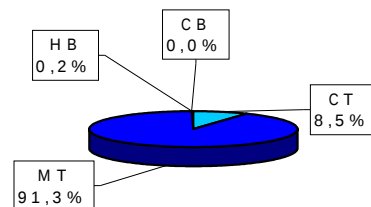
Structure (en %)



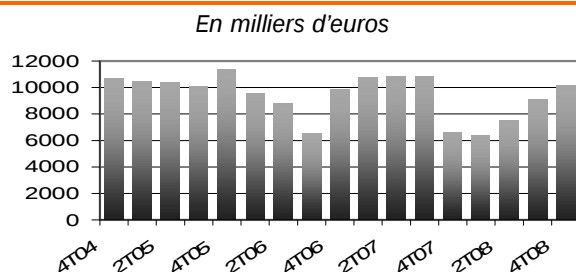
Hôtels et restaurants



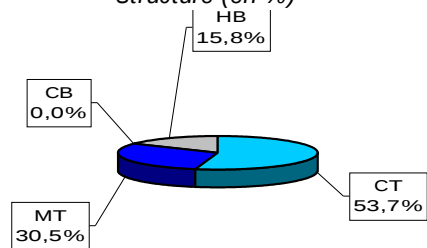
Structure (en %)



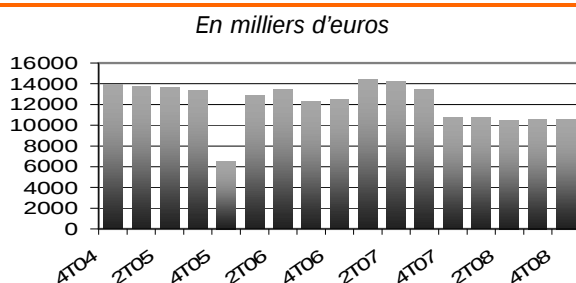
Transport et communication



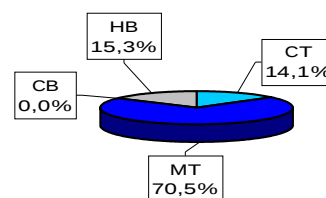
Structure (en %)



Immobiliers, locations et services aux entreprises

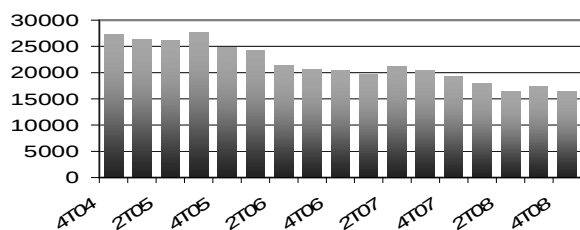


Structure (en %)

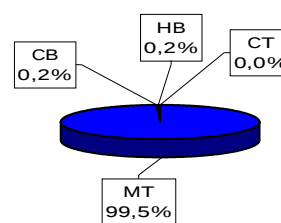


Administrations et Collectivités locales

En milliers d'euros

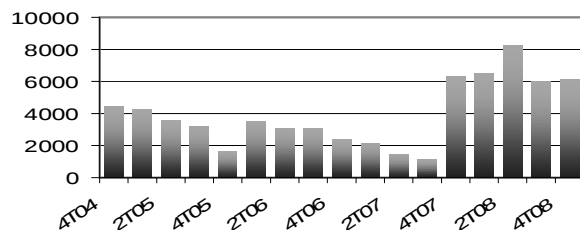


Structure (en %)

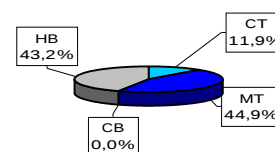


Autres secteurs d'activités

En milliers d'euros



Structure (en %)

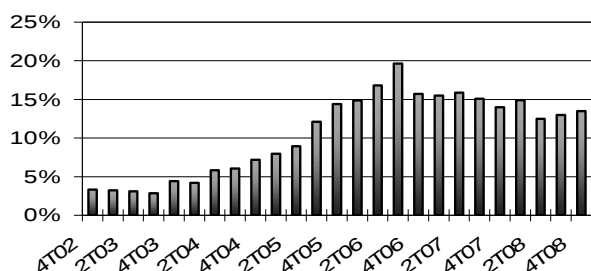


4.2 Les indicateurs de vulnérabilité

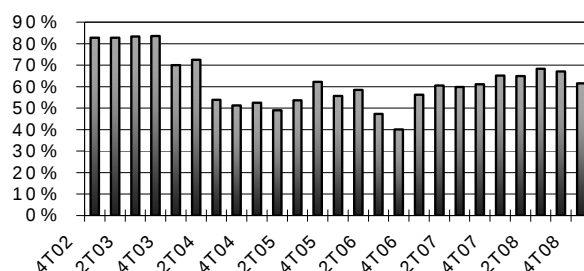
Indicateurs globaux

Ensemble des établissements de crédit

Taux de créances douteuses

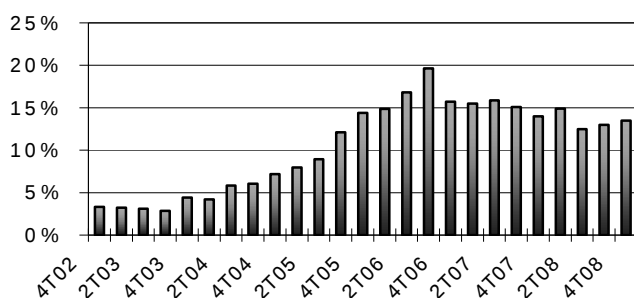


Taux de provisionnement

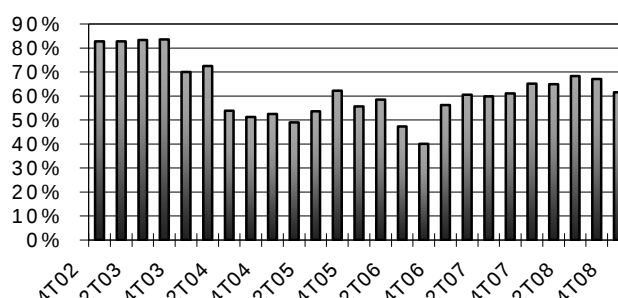


Etablissements de crédit locaux

Taux de créances douteuses



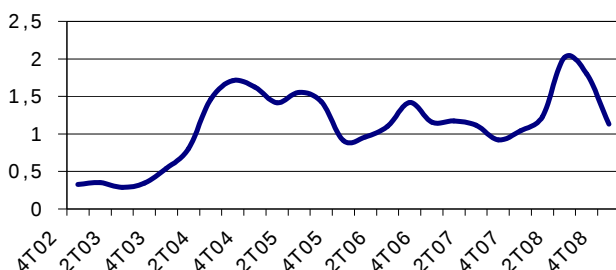
Taux de provisionnement



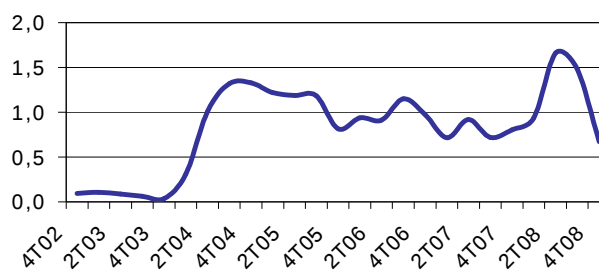
La vulnérabilité des ménages

Créances douteuses nettes des ménages (en millions d'euros)

Ensemble des établissements de crédit



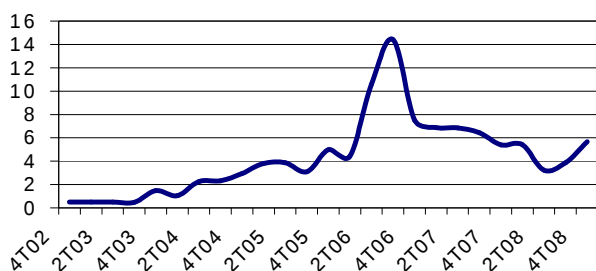
Etablissements de crédit locaux



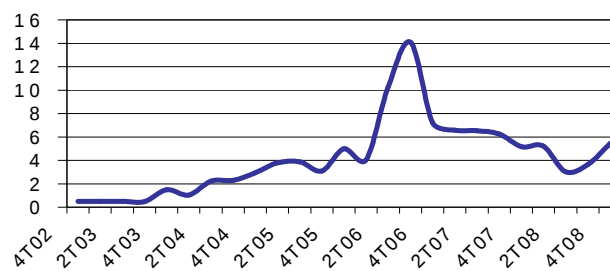
La vulnérabilité des entreprises

Créances douteuses nettes des entreprises (en millions d'euros)

Ensemble des établissements de crédit



Etablissements de crédit locaux



5. Rappel des taux

5.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE

Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (11/03/2009)	1,50%
Taux de la facilité de dépôt (11/03/2009)	0,50%
Taux de la facilité de prêt marginal (11/03/2009)	2,50%

TAUX DE L'ÉPARGNE RÉGLEMENTÉE (depuis le 1^{er} février 2009)

Livrets A et bleu : 2,50%	LDD* : 2,50%	LEP : 3,00%	PEL** : 2,50%	CEL* : 1,75%
---------------------------	--------------	-------------	---------------	--------------

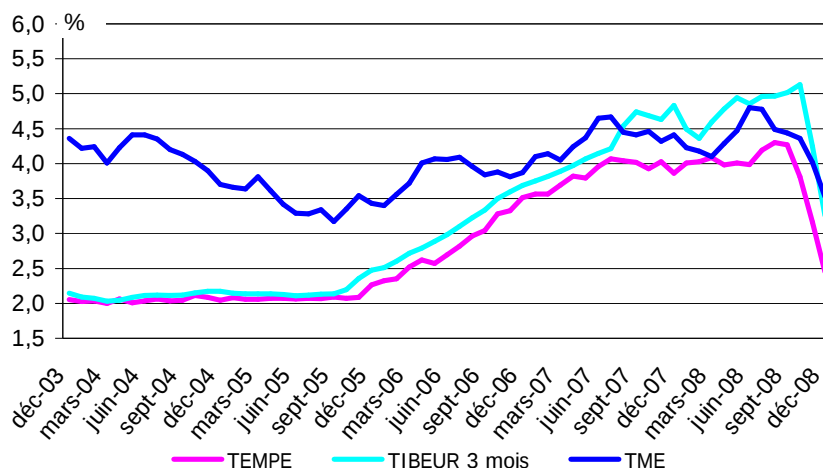
*Livret de développement durable (ex CODEVI)

**hors prime d'Etat

TAUX D'INTERET LEGAL

Année 2009 (J.O. du 11/02/09)	3,79%
Année 2008 (J.O. du 23/02/08)	3,99%

5.2 Principaux taux de marché



5.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

Catégorie		Taux effectif pratiqué au 4 ^{ème} trimestre 2008 par les établissements de crédit	Plafond de l'usure applicable à compter du 1 ^{er} janvier 2009
PARTICULIERS	Prêts immobiliers		
	- Prêts à taux fixe	7,36 %	7,80 %
	- Prêts à taux variable	7,46 %	7,80 %
	- Prêts relais	7,53 %	7,72 %
	Autres prêts		
ENTREPRISES	- Prêts ≤ 1 524 € (*)	21,09 %	21,32 %
	- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1 524 € (*)	20,72 %	21,11 %
	- Prêts personnels et autres prêts > 1 524 €	9,77 %	9,92 %
	Découverts en compte (**)	14,17 %	14,55 %
A noter que l'article 7 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises a supprimé la référence à un taux de l'usure, excepté pour les découverts, pour les prêts aux commerçants, artisans, entrepreneurs individuels et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.			

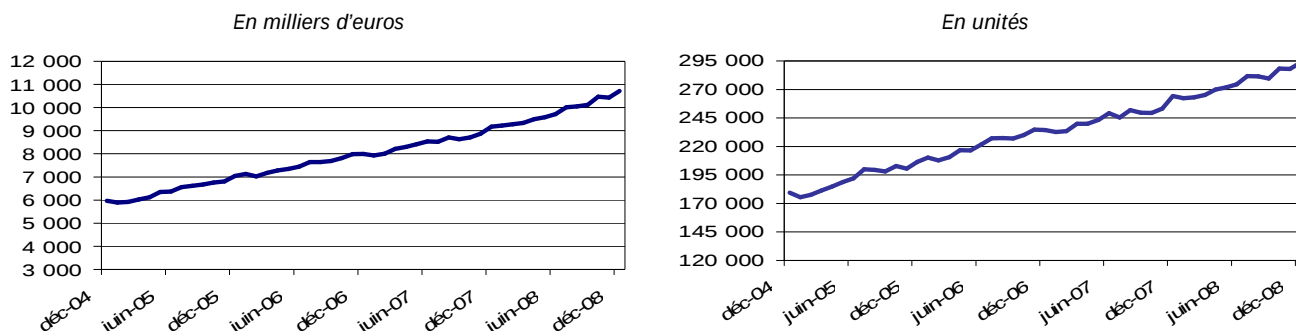
(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

6. Monnaie fiduciaire

6.1 Emission de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (*)



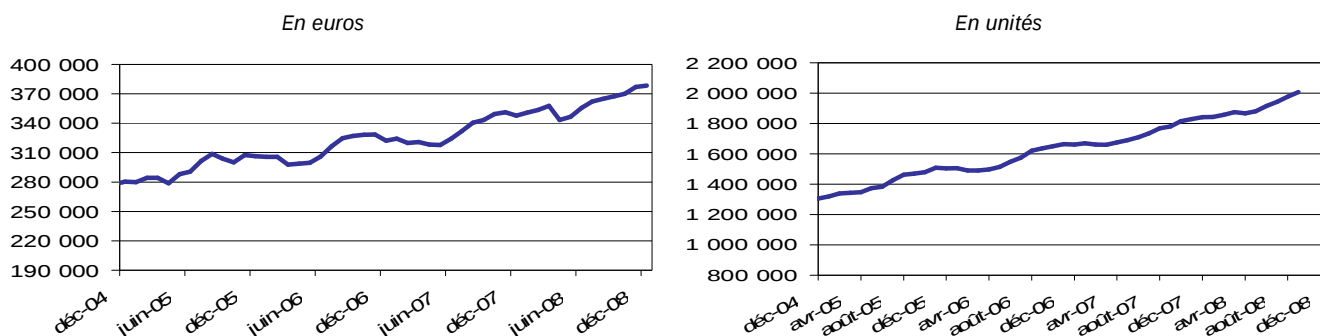
Répartition par coupures de l'émission nette cumulée de billets au 31 décembre 2008



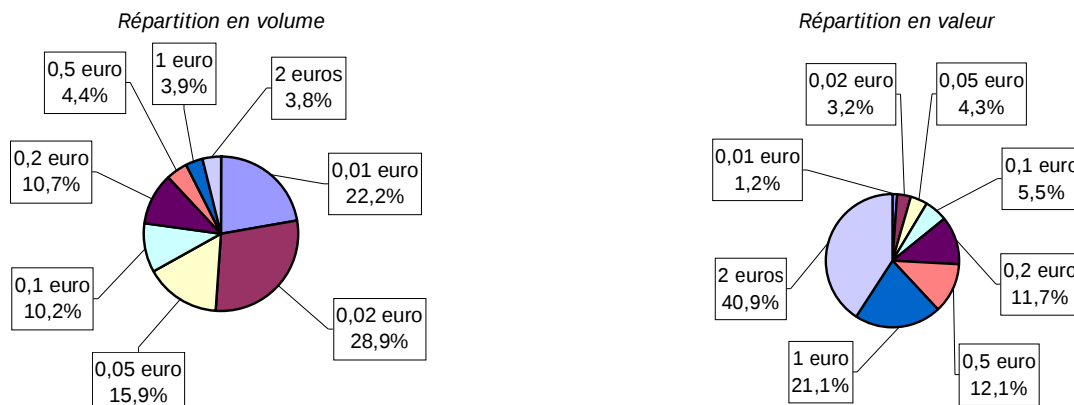
(*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

6.2 Emission de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (*)



Répartition par coupures de l'émission nette cumulée de pièces au 31 décembre 2008



(*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émises et les pièces retirées de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

M. Vincent REMY-NERIS

M. Victor-Robert NUGENT

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Directeur de la publication : M. Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Victor-Robert NUGENT
Edition : IEDOM
Dépôt légal : Mars 2009 - ISSN 0296 - 3116

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

22, place du Général de Gaulle
BP 4202

97 500 Saint-Pierre-et-Miquelon

Téléphone : 05.08.41.06.00 – Télécopie : 05.08.41.25.98

Site Internet : www.iedom.fr
